



NATIONS UNIES

# **COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE**

## **RAPPORT ANNUEL**

(15 MAI 1956 - 29 MAI 1957)

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**  
**DOCUMENTS OFFICIELS: VINGT-QUATRIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 8**

**NEW-YORK**

d) Que conformément aux résolutions 81 (IV), 70 (V), 106 (VI) et 107 (VI) concernant la coopération de la Commission et du Conseil économique et social interaméricain et la coordination de leurs travaux dans leur domaine d'activité respectif, il est extrêmement souhaitable d'éviter la duplication des efforts ou des dépenses,

e) Que, par conséquent, il convient, à tous les points de vue, de présenter aux pays participant à la conférence susmentionnée un rapport complet sur les travaux concernant la même question, qui auront été effectués et prévus par la Commission avant la date de la réunion de cette conférence,

*Décide* que le secrétariat de la Commission transmettra à des fins d'information, au secrétariat du Conseil économique et social interaméricain, en vue de la Conférence économique de l'Organisation des Etats américains, un rapport complet sur les travaux effectués, en cours ou prévus, en ce qui concerne le problème des paiements et la possibilité de créer un marché régional en Amérique latine, en vue de coordonner l'action de la Commission et du Conseil économique et social interaméricain et d'éviter la duplication de leurs activités;

*Déclare* qu'elle accueillerait avec satisfaction la collaboration que le secrétariat du Conseil économique et social interaméricain voudrait bien accorder au secrétariat de la Commission dans la poursuite des travaux sur le commerce inter-latino-américain.

27 mai 1957.

#### *Résolution 118 (VII)*

##### RÉUNION DU COMITÉ DU COMMERCE (E/CN.12/459)

*La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Considérant :*

a) Que le Comité du commerce de la Commission qui a été constitué en application de la résolution 101 (VI), s'est réuni pour la première fois à Santiago (Chili) en novembre 1956,

b) Que les travaux qui ont été effectués en application des résolutions dudit Comité progressent de façon satisfaisante,

c) Qu'en exécution de la résolution 1 (I) du Comité du commerce, s'est déjà réuni, à Montevideo (Uruguay), le Groupe de travail des banques centrales sur le régime de paiements multilatéraux,

d) Que le secrétariat de la Commission a annoncé qu'en application de la résolution 3 (I), un groupe d'experts se réunirait pendant le dernier semestre de 1957 pour étudier la structure éventuelle d'un marché régional qui contribuerait au développement rationnel des industries latino-américaines,

*Prie*, le secrétariat de prendre les mesures nécessaires pour que le Comité du commerce tienne sa deuxième réunion au cours de l'année 1958.

27 mai 1957.

#### *Résolution 119 (VII)*

##### ETUDE DU COMMERCE DES PRODUITS (E/CN.12/460)

*La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Considérant :*

a) Que les Etats membres s'efforcent actuellement de rechercher des formules et des méthodes qui, en matière de paiements réciproques, favorisent le passage du système bilatéral au système multilatéral,

b) Qu'à cet égard, le Comité du commerce a adopté à sa première session les résolutions 1 (I) et 4 (I),

c) Que l'équilibre général des paiements en Amérique latine dépend, en dernière analyse, de l'élimination des facteurs économiques structurels qui tendent à maintenir certains pays de la région dans une situation continuellement débitrice,

d) Que la nécessité de mettre fin à cette situation et de développer les échanges commerciaux dans la région et dans le monde a inspiré la résolution 101 (VI), adoptée lors de la sixième session qui s'est tenue à Bogota (Colombie),

e) Que l'expansion de plus en plus grande et autant que possible équilibrée du commerce entre les pays de la région est une condition essentielle pour l'établissement et le maintien d'un régime de paiements multilatéraux ainsi que pour l'accroissement de la participation de la région au commerce mondial,

*Décide :*

1. De prendre note de la résolution 4 (I) du Comité du commerce, et

2. De recommander au secrétariat de poursuivre et d'intensifier ses études sur le commerce inter-latino-américain, en vue principalement : i) d'indiquer les solutions qui permettraient de remédier aux déséquilibres structurels de la balance des paiements de certains pays de la région; ii) de développer les échanges commerciaux tant à l'intérieur de la région que vers l'extérieur, pour qu'ils atteignent un volume de plus en plus important; et iii) d'accélérer le passage à un régime d'échanges plus libres et à un système de paiements multilatéraux.

27 mai 1957.

#### *Résolution 120 (VII)*

##### TRANSPORTS INTER-LATINO-AMÉRICAINS (E/CN.12/461)

*La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Considérant :*

a) Que l'existence de moyens de transports maritimes adéquats et leur coordination avec les moyens de transports routiers et fluviaux, sont l'une des conditions de l'expansion du commerce inter-latino-américain,

b) Que les insuffisances enregistrées dans les transports, et particulièrement les voies de communications délaissées, constituent actuellement un obstacle au maintien de relations commerciales régulières entre certaines zones de l'Amérique latine,

c) Que le chapitre IV du rapport du secrétariat, intitulé *Estudio del comercio interlatinoamericano* (E/CN.12/869/Rev.1)<sup>40</sup> contient une documentation de base utile pour l'étude des solutions qui pourraient être apportées à ces problèmes,

d) Que la résolution 101 (VI) charge le Comité du commerce d'élaborer des formules concrètes en vue d'éliminer les obstacles qui s'opposent au commerce inter-latino-américain, et notamment de résoudre le problème des transports,

*Décide :*

1. De recommander au secrétariat qu'il prévoie, pour éviter les doubles emplois, des consultations avec le secrétariat du Conseil économique et social interaméricain, et poursuive ses études sur les transports inter-latino-américains et les problèmes y relatifs, en particulier sur les voies de communication délaissées, afin d'aider les pays à adopter des mesures qui tendent à régulariser les transports maritimes inter-latino-américains;

2. De recommander au Comité du commerce d'accorder une attention particulière aux questions relatives au transport, en inscrivant ces questions à l'ordre du jour de ses prochaines réunions.

27 mai 1957.

#### *Résolution 121 (VII)*

RÉPERCUSSIONS DU MARCHÉ COMMUN EUROPÉEN  
(E/CN.12/462)

*La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Considérant :*

a) Qu'il est d'un grand intérêt pour tous les pays latino-américains de suivre de près les expériences d'intégration économique actuellement en cours en Europe et celles qui seraient envisagées dans d'autres régions,

b) Que, dans la résolution 102 (VI), la Commission a recommandé au secrétariat de poursuivre, en liaison avec le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, l'analyse entreprise sur les marchés offerts aux produits de base qui présentent une importance essentielle pour l'économie des pays de l'Amérique latine,

c) Que la stabilité et la prospérité économique des pays latino-américains, ainsi que les possibilités qu'ils ont de se développer à un rythme satisfaisant, dépendent dans une large mesure du volume et de la valeur de leurs exportations de produits de base, lesquelles sont à leur tour fonction de la situation des marchés disponibles,

d) Que la création de la Communauté économique européenne et la constitution éventuelle d'une zone européenne de libre-échange peuvent avoir des répercussions sur les possibilités d'écoulement et sur les prix des produits de base latino-américains sur les marchés mondiaux, dans une mesure dont il n'est pas encore possible de préciser l'ampleur,

e) Que les progrès effectués vers l'intégration économique de l'Europe, bien qu'ils méritent la sympathie des pays latino-américains, font craindre à ceux-ci qu'elle n'aboutisse à l'instauration, au moins temporaire, d'un régime de commerce préférentiel, ainsi qu'à une diminution possible du taux d'accroissement des investissements européens en Amérique latine,

*Décide :*

1. De prendre note avec intérêt de l'étude préliminaire présentée par le secrétariat au sujet des répercussions possibles du marché commun européen sur les exportations latino-américaines (E/CN.12/449 et Add.1);

2. De recommander au secrétariat de continuer à suivre avec attention l'intégration économique de l'Europe et d'autres régions, et de communiquer aux Etats membres tous renseignements pertinents;

3. De demander au secrétariat d'étudier les perspectives du marché mondial pour les produits de base latino-américains, en tenant spécialement compte des conséquences que peuvent avoir le marché commun européen, la création éventuelle d'une zone de libre-échange en Europe, ainsi que d'autres projets analogues;

4. De recommander que ces études soient menées sur des bases assez larges, de façon à couvrir à la fois les effets indirects que pourraient avoir à l'égard du commerce latino-américain les répercussions éventuelles de l'intégration européenne sur des pays tiers, et l'évolution probable du commerce des produits de base latino-américains dans un avenir raisonnable;

5. De demander au secrétariat qu'il s'efforce de coordonner les études ainsi entreprises avec les autres études du même ordre que pourraient effectuer les secrétariats de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, de la Commission économique pour l'Europe, de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, ainsi que d'autres organismes compétents des Nations Unies;

6. De recommander aux Etats membres de la Commission et particulièrement aux pays latino-américains :  
a) de rechercher s'il conviendrait d'avoir recours à une procédure de consultation en ce qui concerne les répercussions possibles du marché commun européen, et  
b) d'assister, selon leur capacité, aux réunions internationales où seraient examinées les questions relatives au marché commun européen ainsi que les conséquences qu'il peut avoir pour l'économie et le commerce de l'Amérique latine.

27 mai 1957.

#### *Résolution 122 (VII)*

COMMERCE DES PAYS SANS LITTORAL  
(E/CN.12/463)

*La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Considérant :*

a) Que lors de leurs séances plénières du 9 août 1956 et du 20 février 1957, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale des Nations Unies ont adopté,

<sup>40</sup> Publication des Nations Unies, n° de vente : 1956.II.G.3.